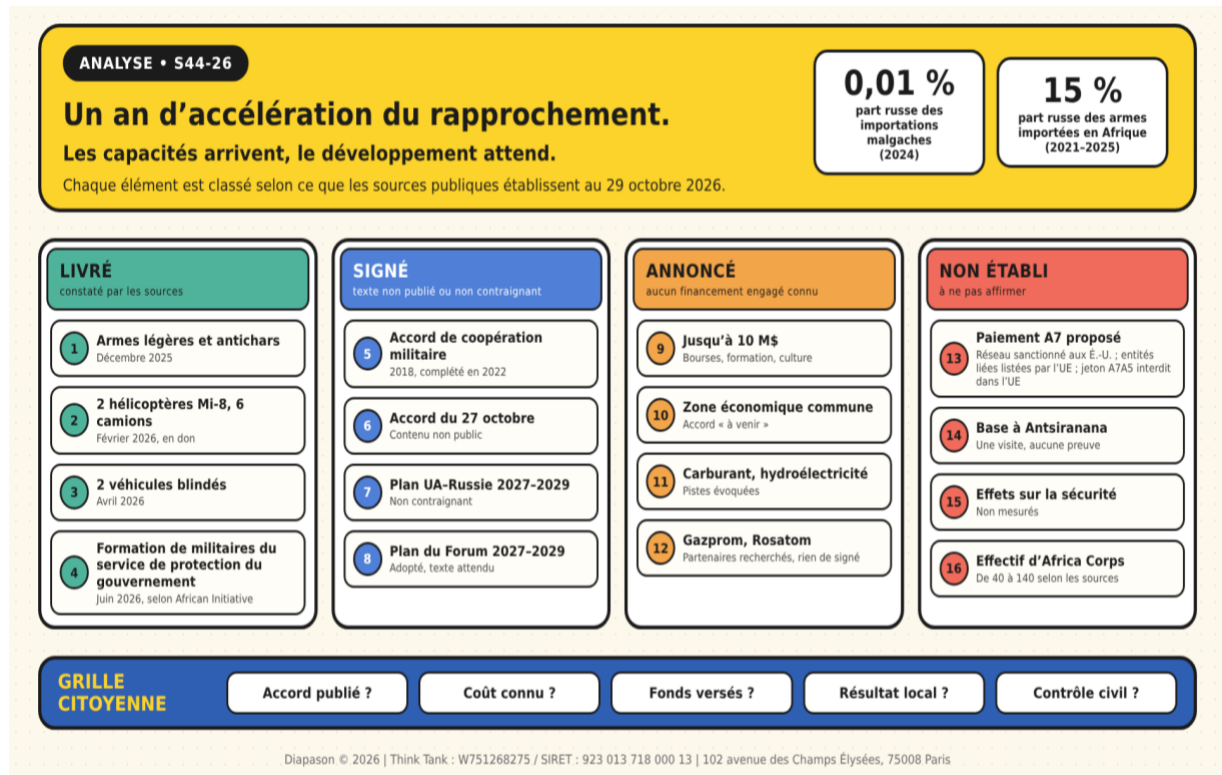


Après la Françafrique, la Russafrique ?

Ce que la présence russe produit réellement, lue à l'échelle du continent



S44-26 | 30 octobre 2026 | Rédaction Diapason

Le 29 octobre, à Moscou, le président de la Refondation de la République de Madagascar (PRRM) figurait parmi les dirigeants africains accueillis par Vladimir Poutine au troisième sommet Russie-Afrique. La veille, sur le plateau de l'émission Multipolaire de Global Africa Telesud, quatre analystes, dont un représentant de Diapason, posaient la question qui fâche : après la Françafrique, faut-il parler de Russafrique ? Une formule a résumé le débat : l'Afrique est devenue le continent le plus invité du monde, reste à savoir si elle est assise à la table ou inscrite au menu. Appliquée à Madagascar, la question appelle une méthode simple : séparer ce qui a été livré de ce qui a été promis, et ce qui est établi de ce qui reste à démontrer.¹

Un sommet qui mesure l'influence plus que les résultats

Le Kremlin annonçait cette année 48 délégations africaines, dont 22 conduites par un chef d'État, contre 17 en 2023. Le sommet était coprésidé par le président burundais Évariste Ndayishimiye, président en exercice de l'Union africaine. Selon la présidence égyptienne, la séance plénière a adopté le 29 octobre une déclaration finale, une déclaration sur l'usage civil de l'intelligence artificielle et un plan d'action 2027-2029 du Forum de partenariat, dont les textes n'étaient pas encore publiés au moment de la rédaction. La veille, la Commission de l'Union africaine et la Russie avaient signé leur propre plan d'action 2027-2029, un document distinct, présenté comme non contraignant.²

¹ <https://www.youtube.com/watch?v=zGDI40HXQp8>

² <https://tass.com/politics/2208085>

La présence diplomatique est réelle ; elle ne dit rien des résultats. En 2019, Moscou promettait de doubler au moins ses échanges avec le continent en quatre à cinq ans, un objectif souvent chiffré à 40 milliards de dollars. Selon les chiffres officiels russes, ils sont passés de 18 milliards de dollars en 2022 à plus de 27 milliards en 2025. L'objectif n'est pas atteint, et l'ordre de grandeur reste modeste : les échanges entre la Chine et l'Afrique ont atteint 348 milliards de dollars en 2025, ceux de l'Union européenne environ 356 milliards d'euros de biens en 2024. Même sur son terrain de prédilection, son poids recule. Mais d'après le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), la part russe des importations africaines d'armes majeures est passée de 24 % sur 2019-2023 à 15 % sur 2021-2025, derrière les États-Unis (19 %) et la Chine (17 %). Selon Afrobaromètre, 36 % des personnes interrogées dans 38 pays jugent positive l'influence russe, 23 % négative, 42 % ne se prononcent pas (chiffres arrondis) ; la Chine recueille 62 % d'avis positifs.³

Ce qui a effectivement été livré

À Madagascar, le rapprochement se lit d'abord dans le domaine militaire. Un accord de coopération existait depuis 2018, complété en 2022 par un accord de cinq ans, reconductible. Mais c'est après la rupture d'octobre 2025 que la relation change d'échelle, et les faits documentés s'enchaînent. Le 20 décembre 2025, un vol militaire russe débarque une quarantaine de personnes et des caisses d'armes légères et antichars remises à la garde présidentielle, selon un manifeste de vol obtenu par la presse d'investigation. Le 14 janvier 2026, la Présidence annonce elle-même la présence d'instructeurs russes et le lancement de formations ; Radio Free Europe documente à la même période des exercices pour le 1er bataillon aéroporté. Le 19 février, le PRRM est reçu au Kremlin, première visite officielle d'un chef d'État malgache en Russie depuis 1978. Fin février, deux hélicoptères Mi-8 non armés et six camions sont remis à titre de don ; le 1er avril, deux véhicules blindés, des armes légères et des munitions. En juin, African Initiative, média lié à l'État russe, rapporte la fin d'une formation de six semaines destinée à des militaires du service de protection du gouvernement.⁴

Ces éléments établissent des capacités fournies : du matériel, des formations, une présence d'instructeurs. Ils ne mesurent pas leurs effets. Aucune source publique ne permet de dire si la sécurité des Malgaches ou la protection des autorités en ont été améliorées. Le rôle d'Africa Corps auprès de la garde présidentielle, rapporté par l'AFP, est un indice à examiner, pas une preuve d'usage. Les effectifs varient selon les sources, de 40 à 140 personnes. Quant au port d'Antsiranana, une délégation russe a visité le chantier naval, mais aucune source ne documente une base ou une concession. Le coût de cette coopération et ses éventuelles contreparties ne sont pas connus ; les textes de 2018 et 2022 n'ont pas été publiés.

Le volet informationnel accompagne ce mouvement. Lors de la présidentielle de 2018, selon une enquête de la BBC, des consultants liés à Evgueni Prigojine ont approché au moins six candidats, ce que Moscou a démenti. En 2026, selon l'AFP, une Maison russe a ouvert ses portes à Antananarivo, avec l'appui d'African Initiative, structure sanctionnée par l'Union européenne, et des journalistes malgaches ont été invités en Russie. Cette diplomatie d'influence, d'autres puissances la pratiquent aussi.⁵

Ce qui reste annoncé

Le volet économique contraste avec cette densité sécuritaire. En 2024, Madagascar a déclaré moins d'un demi-million de dollars d'importations en provenance de Russie, soit environ 0,01 % de ses achats extérieurs ; la Russie ne figure ni parmi ses vingt premiers clients ni parmi ses vingt premiers fournisseurs. L'agence russe Agroexport annonce une reprise des livraisons de blé en 2026, autour de 30 000 tonnes sur cinq mois, mais aucune dépendance alimentaire malgache à la Russie n'apparaît dans les données disponibles.

³ <https://allafrica.com/stories/202409200418.html>

⁴ <https://tass.com/defense/1024770>

⁵ <https://www.boursorama.com/actualite-economique/actualites/a-madagascar-un-an-de-rapprochement-avec-moscou-dfd56ae3c2d682b2c23bdf252f7b811d>

Diapason © Octobre 2026

Think Tank : W751268275 / SIRET : 923 013 718 000 13

102 avenue des Champs Élysées, 75008 Paris

Les projets suivent la même courbe. En mai 2026, la Primature évoquait une zone économique commune, des capacités de stockage de carburant et une centrale hydroélectrique, avec un accord « à venir » ; le PRRM citait Gazprom et Rosatom parmi les partenaires recherchés, sans projet signé à ce jour. À Moscou, le 27 octobre, selon la Présidence et la presse malgache, le PRRM a rencontré un « groupe Eurasia » qui se dit prêt à mobiliser jusqu'à 10 millions de dollars pour des bourses, des formations et des échanges culturels ; ces médias rapportent aussi la signature d'un accord de coopération, dont le texte n'est pas public. L'enveloppe annoncée n'est pas un financement décaissé. Un système de paiement transfrontalier, A7, a été présenté à la délégation ; la Présidence n'a annoncé ni adhésion ni refus. Le 29 octobre, le PRRM a été accueilli par Vladimir Poutine à l'ouverture du sommet ; cet accueil protocolaire ne dit pas si l'entretien bilatéral programmé a eu lieu ni ce qu'il a produit.⁶

Aucun de ces éléments ne dépasse encore le stade de l'annonce ou de la signature. Le cas A7 impose de distinguer deux objets. A7 est un réseau de règlements transfrontaliers lié à la banque publique russe PSB ; A7A5 est un jeton numérique adossé au rouble, émis au Kirghizistan. Les États-Unis ont sanctionné les sociétés du réseau dès août 2025, puis, le 1er octobre 2026, ont qualifié le réseau d'« organisation criminelle transnationale significative ». L'Union européenne interdit depuis novembre 2025 toute transaction en A7A5 à ses ressortissants et a ajouté, en juillet 2026, quatre entités liées au réseau, dont une structure dédiée à l'Afrique. Une proposition ne vaut pas adoption, et ces mesures ne sanctionnent pas automatiquement un pays tiers. Le risque est conditionnel : il dépend des contreparties, des flux, des banques et des juridictions. Un opérateur soumis au droit européen ou américain, ou dont la banque correspondante l'est, devrait en mesurer les conséquences, dans un pays dont l'Union européenne et les États-Unis absorbent ensemble près de la moitié des exportations.⁷

Le précédent minier invite à la prudence. En 2018, la société d'État Kraoma s'associait à Ferrum Mining pour exploiter la chromite. Depuis 2019, l'entreprise n'a plus exporté de chrome et ses salariés sont restés sans salaire. En juillet 2026, l'État a versé une première tranche équivalant à six mois d'arriérés, financée par des fonds rapatriés par le Pôle anti-corruption ; le reste demeure dû.⁸

Ce que montrent deux cas africains

La Grande Île ne fait face ni à une insurrection djihadiste ni à une rébellion armée : le Sahel n'est pas transposable. Deux cas éclairent pourtant les mécanismes en jeu.

En République centrafricaine, l'appui russe, engagé depuis 2018, a contribué à sécuriser Bangui et le pouvoir en place. Il n'a pas produit de sécurité durable : en 2026, le groupe d'experts des Nations unies décrit des groupes armés toujours actifs et des opérations conjointes ayant provoqué des déplacements massifs de civils. Les concessions minières associées sont restées opaques. En 2025, selon l'agence AP, qui cite des sources anonymes, Moscou a exigé le remplacement de Wagner par Africa Corps et un paiement en numéraire ; l'accord qui en a résulté n'a pas été publié. La leçon tient moins à la Russie qu'à l'asymétrie : un État qui dépend d'un partenaire pour sa protection négocie avec une marge réduite.

L'Égypte offre le cas inverse, celui du grand projet. Rosatom y construit la centrale nucléaire d'El Dabaa, financée à 85 % par un prêt russe de 25 milliards de dollars. Le chantier avance : le gouvernement égyptien prévoit de raccorder deux des quatre réacteurs au réseau en 2028, les deux autres en 2029. La zone industrielle russe promise dans la région du canal de Suez depuis 2018 n'est toujours pas en activité ; un opérateur russe a seulement été désigné en juillet 2026 pour la développer. Même là où la Russie investit, l'écart entre l'annonce et la réalisation se mesure en années.⁹

⁶ <https://tradingeconomics.com/madagascar/imports/russia>

⁷ <https://www.govinfo.gov/content/pkg/FR-2025-08-18/html/2025-15668.htm>

⁸ <https://en.malina.mg/articles/ferrum-mining-kraomas-new-shadowy-partner/>

⁹ <https://www.ecoi.net/en/file/local/2142234/n2611550.pdf>

Diversifier, à condition de pouvoir vérifier

Le rapprochement avec Moscou a des arguments. La relation est jeune, les équipements ont été présentés comme des dons, et la multiplication des partenaires renforce, en théorie, la position de négociation de Madagascar face à Paris, Bruxelles ou Washington. Le pays ne s'est d'ailleurs pas aligné : à l'Assemblée générale des Nations unies, il a alterné abstentions, votes favorables et non-participation sur l'Ukraine. Le 28 octobre, la ministre des Affaires étrangères Alice N'Diaye a rappelé à Moscou l'attachement de Madagascar au multilatéralisme et à la diversification des partenariats. Mais la diversification n'accroît la capacité de choix que si les choix sont visibles. La Chine, les États-Unis, l'Égypte ou la Banque mondiale ont eux aussi signé, promis ou financé ces derniers mois, comme Diapason l'a relevé dans « La diplomatie des intérêts ». Tous doivent être jugés à la même aune : ce qui est publié, ce qui est payé, ce qui est réalisé.¹⁰

Sur le plateau de Multipolaire, un intervenant résumait l'enjeu : passer d'une diplomatie de participation à une diplomatie de résultat. Pour Madagascar, cela suppose quatre gestes simples : publier les accords de coopération sécuritaire et leurs clauses, indiquer le coût et le statut des personnels étrangers, distinguer dans la communication officielle annonces et financements engagés, et soumettre au contrôle des institutions les engagements qui touchent aux ports, à l'énergie et aux minerais.

La Russie n'est pas un cas à part. Elle rend seulement plus visible une question qui vaut pour tous les partenaires : à la table ou au menu, ce sont les preuves qui en décident.

Rédaction - Diapason



¹⁰ https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/voting_rec_a-es-11-l.1.pdf